

**Point de presse de la porte-parole -
Égypte/Entretien de M. Jean-Yves
Le Drian avec son homologue
égyptien - Italie/Déplacement de
Mme Nathalie Loiseau à Rome -
États-Unis/Adoption de sanctions -
République centrafricaine/Attaque
contre la MINUSCA -
Russie/Situation de Mme Valentina
Tcherevatienko
(Paris, 26 juillet 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Égypte - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue égyptien (Paris, 26 juillet 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, reçoit le 26 juillet son homologue égyptien, M. Sameh Choukri, pour un dîner de travail. Il s'agit de leur deuxième rencontre, après le déplacement au Caire de M. Jean-Yves Le Drian le 8 juin.

L'Égypte est pour la France un partenaire majeur. Au cours de ces dernières années, notre partenariat stratégique s'est considérablement développé, en particulier dans le domaine de la lutte anti-terroriste.

Les ministres feront le point sur les crises régionales :

- Libye : M. Jean-Yves Le Drian évoquera les conclusions de la réunion à laquelle il a participé le 25 juillet à La Celle-Saint-Cloud et dont l'Égypte a salué les résultats. Les ministres étaient convenus de rester en contact régulier afin de continuer à travailler étroitement ensemble sur la crise libyenne ;

- Golfe : M. Jean-Yves Le Drian dressera le bilan de sa tournée, destinée à faciliter un règlement de la crise. Les deux ministres estiment que la lutte contre le terrorisme et son financement doit mobiliser l'ensemble des États avec le même degré d'exigence ;

- Processus de paix : le ministre soulignera l'urgence d'une relance d'un processus politique crédible entre Israéliens et Palestiniens en vue d'aboutir à la solution des deux États, seule à

même d'apporter une paix juste et durable au Proche-Orient.

Cet entretien permettra également de travailler sur les principaux dossiers bilatéraux.

M. Jean-Yves Le Drian rappellera notre volonté que toute la lumière soit faite sur les causes de la disparition, le 19 mai 2016, du vol Egyptair MS 804. Il réitérera la disponibilité des experts français à apporter leur assistance aux services techniques égyptiens.

Les deux ministres évoqueront enfin la densité de nos échanges commerciaux. M. Jean-Yves Le Drian marquera notre volonté d'oeuvrer en faveur du développement socio-économique de l'Égypte et d'accroître les investissements français. Il rappellera en particulier l'exemplarité du partenariat franco-égyptien sur le dossier du métro du Caire.

Q - Est-ce que vous pouvez nous donner quelques éléments sur la rencontre prévue aujourd'hui après celle d'hier entre Mr Le Drian et son homologue égyptien Sameh Choukri qui est en visite actuellement à Paris?

R - Je vous renvoie à ma déclaration de ce jour.

2 - Italie - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau à Rome (27 juillet 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend à Rome le 27 juillet pour s'entretenir avec son homologue, M. Sandro Gozi, sous-secrétaire d'État italien chargé des affaires européennes, et avec M. Domenico Manzione, sous-secrétaire d'État chargé des migrations auprès du ministre italien de l'intérieur.

Mme Nathalie Loiseau visitera le quartier général de l'opération EUNAVFOR MED Sophia, mission de lutte contre le trafic de migrants en Méditerranée dont le mandat vient d'être renouvelé jusqu'à la fin 2018. Elle sera l'invitée de l'institut des affaires internationales pour une conférence-débat sur la relance de l'Europe. Elle participera enfin à une cérémonie d'hommage à Simone Veil au Sénat italien.

La France est solidaire de l'Italie dans la gestion de la crise migratoire. Alors que l'Union européenne est confrontée à un afflux sans précédent de migrants et de réfugiés, ce déplacement permettra de saluer les efforts déployés par le gouvernement italien et de travailler ensemble pour répondre à cette crise.

3 - États-Unis - Adoption de sanctions

Le Congrès américain a adopté hier un projet de loi imposant de nouvelles sanctions relatives à la Russie, l'Iran et la Corée du nord. Ce projet de loi, s'il était promulgué, permettrait l'édiction de mesures à l'encontre de personnes physiques ou morales européennes à raison de

situations qui n'ont pas de lien de rattachement avec les États-Unis.

De ce fait, la portée extraterritoriale de ce texte apparaît illicite au regard du droit international. Nous avons contesté des textes similaires qui ont pu être pris dans le passé.

Pour nous prémunir contre les effets extraterritoriaux de la législation américaine (ou d'autres législations), il nous faudra travailler à la fois à l'adaptation de nos dispositifs nationaux et à l'actualisation des dispositifs européens. Au cours de la précédente législature, l'Assemblée nationale avait fait un travail utile à ce sujet.

Cette question appelle en tout état de cause une discussion avec les institutions, en particulier la commission, et nos partenaires de l'Union européenne.

Q - Quelle est votre réaction aux nouvelles sanctions américaines contre la Russie qui pourraient concerner des entreprises européennes?

R - Je vous renvoie à la déclaration que nous venons de faire à ce sujet.

4 - République centrafricaine - Attaque contre la MINUSCA (25 juillet 2017)

La France condamne l'attaque perpétrée le 25 juillet à Bangassou contre la MINUSCA, qui a causé la mort de deux soldats marocains et fait un blessé.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes ainsi qu'aux autorités marocaines. Deux jours après la mort d'un autre de ses casques bleus, le Maroc paie à nouveau un lourd tribut dans son engagement au sein des opérations de maintien de la paix.

La France est préoccupée par la multiplication des attaques contre les forces de l'ONU et appelle à ce que les responsables soient traduits devant la justice. Il est urgent de progresser dans la mise en oeuvre effective du désarmement des groupes armés. La France soutient l'action menée par la MINUSCA et ses contingents pour la stabilisation de la République centrafricaine et la protection des populations civiles. Elle appuie les efforts des autorités centrafricaines, de l'Union africaine et des pays et organisations régionales dans le cadre de la feuille de route conjointe pour la paix et la réconciliation adoptée le 17 juillet à Libreville.

5 - Russie - Situation de Mme Valentina Tcherevatienko

La France salue l'abandon, en Russie, des poursuites contre Mme Valentina Tcherevatienko, présidente de l'ONG «Les femmes du Don».

Mme Valentina Tcherevatienko avait été lauréate en 2016 du prix franco-allemand des droits

de l'Homme et de l'État de droit, notamment pour son travail en faveur de la paix et de la promotion du dialogue entre la Russie et l'Ukraine.

Le 29 mai à Versailles, le président de la République avait rappelé au président Poutine l'attention accordée par la France à la situation des ONG en Russie./.